

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## INTRODUCTION

PAR

MATTHIEU REY (\*) et MANON-NOUR TANNOUS (\*\*)

Deux grandes respirations ont animé l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au cours de l'année 2019, redessinant les espaces attirant habituellement l'attention des observateurs : les mobilisations populaires et les conflits armés. Toutes deux n'ont rien d'inédit à cette année, dans le sens où mots d'ordre, formes de protestation et dispositifs stratégiques sont hérités ou reproduisent d'autres expériences récentes. Sous une forme, cette région du monde aura vécu des luttes entre le « mouvement » et l'« ordre ». La surprise tient pour une large part de la renaissance spectaculaire de la première composante, faisant taire de nombreux commentaires qui ne voyaient qu'un long hiver se prolonger depuis l'éphémère printemps des peuples de 2011.

L'ordre se traduit une fois encore par des politiques coercitives extrêmement virulentes et par la tentative de certains gouvernements d'imposer leur solution aux conflits régionaux. Ces deux dynamiques se rejoignent dans la mesure où, le plus souvent, un même gouvernement se signale sur la scène régionale et devant sa population comme le garant de la stabilité, justifiant à ce titre une direction musclée et interdisant toute expression divergente, par l'emploi de tous les moyens violents à sa disposition. Ainsi, le très modernisateur Muhammad Bin Salman, prince saoudien, peut tout à la fois ouvrir son pays à marche forcée (c'est-à-dire faire adopter de nouveaux codes comme l'octroi de visas touristiques, le développement de cinémas ou la réforme opportune de réglementations concernant les femmes) et empêcher tout clan ou acteur concurrent de s'exprimer dans le pays. Cette politique intérieure trouve son corolaire extérieur dans la prolongation du conflit yéménite, lequel se caractérise par sa non-résolution, comme le montre l'article de Laurent Bonnefoy.

Cette situation duale de l'ordre, interne et externe, se retrouve dans les autres zones de la région, comme si le rôle assumé sur la scène régionale poussait les équipes dirigeantes vers de nouvelles formules autoritaires. Ou

(\*) Chargé de recherche à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM, France).

(\*\*) Maître de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne (France).

peut-être le lien de causalité serait-il inverse. Dans tous les cas de figure, les régimes consolidant leur mainmise sur les sociétés se signalent aussi par l'exportation, à leurs frontières les plus immédiates, d'interventions qui font taire chez les voisins également les acteurs du changement.

Pourtant, l'observateur averti ne saurait ignorer en 2019 le renouveau des scènes protestataires. Soudan, Algérie, Liban ont constitué les trois espaces majeurs secoués par d'importantes manifestations, soulignant que les populations conservent ce mode d'action comme manière privilégiée de contester un pouvoir. Ironie de l'histoire, ces trois pays ont en commun d'avoir été les devanciers des « printemps arabes » avec les soulèvements et guerres de 1990 pour l'Algérie, de 1985 pour le Soudan et de 2005 pour le Liban. Tout en partageant des similarités avec les événements de 2011 (occupation de la place publique, féminisation des luttes, uniformité des slogans, etc.), les mobilisations s'en distinguent de trois manières qui attestent d'apprentissages des erreurs des autres.

La première différence tient à la cause des insurrections. Alors qu'en 2011 l'élément déclencheur était le caractère insupportable des tortures ou de l'humiliation physique avec une visibilité inédite, en 2019 elle peut être la dénonciation d'un système fiscal et financier arrivé à la banqueroute (Liban et dans une certaine mesure Égypte), l'image déplorable d'une direction incapable de renouvellement (l'Algérie) ou encore l'absence d'expressions possibles. La seconde tient au refus d'« élections fondatrices », ces scrutins vantés par l'école de la transitologie, qui devaient faire advenir mécaniquement un nouvel ordre démocratique. De l'Algérie au Soudan, la méfiance est grande devant des mécanismes incertains de redistribution des pouvoirs. À l'avant-garde sous une forme, ces mobilisations participent de la grande réflexion planétaire sur la représentation politique. La troisième concerne les « autres » États de la région. On y assiste à une réactivation des dynamiques de 2011, en toute connaissance des risques encourus et à un degré plus important encore. Aucun ne semble véritablement à l'abri des contestations. Égypte, Syrie, Iraq ou Maroc ont pu voir de nouvelles manifestations de rue en dépit des risques extrêmes pris par leurs protagonistes. En cela, le « mouvement » signale quelque chose d'inédit dans les expériences politiques régionales.

Ces deux grandes orientations – ordre et mouvement – se plient aussi aux règles de la région. Le poids de la géopolitique demeure, avec une intervention sans cesse accrue de la Russie et des États-Unis, redevenus dans de nombreux cas les arbitres des conflits régionaux et intérieurs. Ces acteurs, au même titre que les pays européens ou les puissances régionales, s'illustrent par leur difficulté à actualiser leur lecture politique des événements et par leur incapacité à sortir d'une grille de représentations axée sur la notion de stabilité, chacun lui donnant le sens qui convient à ses intérêts immédiats. Les deux articles de cette rubrique illustrent l'oscillation entre ces orientations, ainsi que la dynamique de fragmentation qui en résulte, qu'il s'agisse de l'incohérence des représentations et

donc des stratégies à l'adresse du Yémen ou des trajectoires nationales divergentes des Kurdes et de leur échec à imposer leurs revendications comme prioritaires sur la dernière décennie.

La focale portée sur ces deux situations ne doit pas faire oublier d'autres développements régionaux. Les évolutions de la question israélo-palestinienne, sans susciter de vastes mobilisations populaires comme jadis, témoignent du renforcement d'un sionisme religieux et d'une crise accrue du pluralisme démocratique, tant en Israël qu'en Palestine. Le prix du pétrole enfin reste un guide pour connaître les capacités d'intervention des États.

Aussi, une nouvelle carte politique se dessine, avec des zones de conflits prolongés (Libye, Syrie, Iraq, Yémen), des pays en insurrection (Algérie, Liban, Iraq, Soudan) et des États marqués par de nouvelles expériences autoritaires (Égypte, Arabie saoudite, Iran). Cette typologie ne peut qu'être idéal-typique tant les hybridations sont fortes. Bagdad vit au rythme de la place Tahrir occupée par les organisations de la société civile quand le pays est la proie des vainqueurs de l'État islamique. La Syrie voit le régime d'Assad récupérer de vastes portions de territoire grâce au parrain russe et, en même temps, assiste au renouveau de phénomène de guérillas et de protestations éphémères. 2020 s'annonce riche.